LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LES BARRAGES SUR LA GRANDE RIVIÈRE—LA PART FÉDÉRALE DES FRAIS

M. A. D. Hales (Wellington): Le ministre peut-il nous dire dans quelle proportion le gouvernement fédéral participera aux frais de construction des barrages dont la réalisation est prévue dans le cadre du programme de conservation de la Grande rivière?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): La loi sur les ressources en eau du Canada ne prévoit aucun pourcentage de participation. Ce chiffre sera négocié entre le gouvernement fédéral et la province intéressée.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE CONTRÔLE DES PRIX ET DES SALAIRES—LA RÉACTION DU PUBLIC ET DES PROVINCES

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): J'ai une question pour le premier ministre suppléant. Peut-être pourrait-il la considérer comme préavis. Pourrait-il se renseigner et nous dire demain, à l'appel des motions ou pendant la période des questions, quels sont les projets du gouvernement en vue de connaître la réaction du public et des provinces à l'égard des mesures éventuelles prévues par le gouvernement relativement au contrôle des prix et des salaires pour éviter que la population canadienne ne soit prise au dépourvu? Ma question est motivée par la grande inquiétude que provoquent les interventions répétées de l'État dans les affaires économiques.

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Non, monsieur l'Orateur. Je ne pense pas qu'il convienne de tenir des consultations de ce genre pour le moment. Si elles le désiraient, les provinces pourraient évidemment et n'importe quand établir un contrôle des prix et des salaires. Elles en ont constitutionnellement le droit. Le gouvernement fédéral ne peut agir en ce domaine qu'au cours de périodes présentant une certaine urgence. J'estime donc qu'il serait inopportun d'organiser des consultations du genre qu'on suggère.

M. Lundrigan: A-t-on rappelé aux provinces quels étaient leurs droits et leur a-t-on suggéré d'imposer un contrôle des prix et des salaires?

M. L'hon. M. Sharp: Les provinces connaissent parfaitement leur droit constitutionnel.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

L'EMBAUCHAGE DES SOUDEURS POUR LE PIPE-LINE EN SASKATCHEWAN

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Travail. La coutume s'est établie d'engager seulement des soudeurs de pipe-line d'Edmonton ou de Winnipeg pour les travaux d'aménagement transcanadiens en Saskatchewan, et les soudeurs de cette province ne peuvent par conséquent être embauchés. Le ministre aurait-il l'obligeance d'en-

[L'hon. M. Davis.]

quêter sur ces méthodes d'embauche et de voir si les soudeurs de la Saskatchewan n'auraient pas également droit à ces emplois?

L'hon. Bruce Mackasey (ministre du Travail): Je ne sais si je puis répondre adéquatement. La question devrait peut-être être posée au ministre de la Main-d'œuvre. Le problème semble néanmoins de la compétence provinciale puisqu'il a trait aux modalités d'embauche.

M. Skoberg: Alors, puis-je demander au ministre de la Main-d'œuvre si des soudeurs de la Saskatchewan pourraient être embauchés dans le cadre de ce projet?

M. l'Orateur: A l'ordre.

• (3.00 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LA LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

MODIFICATIONS RELATIVES AUX PAIEMENTS POUR LE BLÉ ET APPLICATION À LA GRAINE DE LIN, AU SEIGLE ET AU COLZA

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration) propose: Que le bill C-238, modifiant la loi sur la Commission canadienne du blé, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent de l'agriculture.

—Le bill à l'étude renferme plusieurs articles qui tiennent compte des divers changements et des situations spéciales touchant l'industrie des céréales.

La Commission canadienne du blé connaît cette année, bien entendu, beaucoup de succès du point de vue des ventes et de l'acheminement du grain aux marchés d'exportation et bénéficie de la collaboration de tous les secteurs de l'agriculture. Le chiffre des ventes est extrêmement reconfortant après les nombreuses années de difficultés dues surtout à la situation du marché mondial. Le commerce avait diminué et les exportations de bien des pays en avaient souffert. Un problème spécial se posait dans le cas des exportations de grain canadien, de blé surtout, en raison du désir de la Commission canadienne du blé, désir approuvé par les producteurs de l'Ouest, de rendre le marché international stable dans l'espoir que l'Arrangement international sur les céréales, dont l'échéance est imminente, serait ratifié et pleinement efficace. Mais ses efforts en vue de cet objectif, que nous avions tous grandement à cœur, ont échoué et la Commission du blé a dû faire une vive concurrence aux autres exportateurs pour obtenir une portion plus considérable du marché international du blé et nous assurer une part plus considérable qu'auparavant du marché des céréales secondaires. Ces efforts se révèlent maintenant fructueux et nos exportations de grain atteignent des chiffres qui semblent laisser entrevoir une année record quant à la quantité de grain exporté.

Les changements proposés dans le bill concernent diverses questions particulières qu'ont fait surgir les mises au point qu'exigeaient le maintien de prix concurrentiels et un fonctionnement aussi efficace que possible